

Le Grand Conseil du canton de Berne

Der Grosse Rat des Kantons Bern

Mercredi (matin) 25 novembre 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

70 2015.RRGR.301 Motion 083-2015 Lanz (Thoune, UDC)
Raccourcir la durée des procédures

N° de l'intervention:	083-2015
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	16.03.2015
Déposée par:	Lanz (Thun, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	7
Urgence:	accordée le 19.03.2015
N° d'ACE:	1099/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	JCE

Raccourcir la durée des procédures

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants dans le but de raccourcir la durée moyenne des procédures (administratives, de justice administrative et judiciaires):

1. Consulter les milieux concernés (Direction de la magistrature, personnel de l'administration et de la Justice, avocat-e-s, associations du monde économique, etc.) et les inviter à faire des propositions concrètes fondées sur leur propre expérience.
2. Présenter ces propositions dans un rapport adressé au Grand Conseil.
3. Prendre immédiatement les mesures relevant de sa compétence.
4. Soumettre à l'approbation du Grand Conseil celles relevant de sa compétence.

Développement :

Berne est en concurrence avec les autres cantons dans la course aux implantations d'entreprises. Le canton n'a aucune influence sur de nombreux facteurs comme la situation géographique ou la politique monétaire. Autant de raisons donc de se focaliser sur ceux sur lesquels il a réellement prise.

Les intéressés déplorent régulièrement la lenteur des procédures dans le canton de Berne – la dernière fois, à l’occasion du débat sur l’aménagement du territoire à Thoun. Cette lenteur a pour conséquence, par exemple, que des projets qui pourraient être réalisés immédiatement avec des effets globalement positifs pour le canton se retrouvent bloqués pendant longtemps. C’est un inconvénient dans le domaine de l’aménagement du territoire tout particulièrement (urbanisation interne), mais aussi dans celui de l’énergie (énergies renouvelables, parcs éoliens) ou plus généralement pour le développement économique. La lenteur des procédures nuit en outre à la sécurité du droit, un autre inconvénient pour l’économie. Les citoyens et citoyennes ont eux aussi intérêt à ce que les autorités se décident rapidement, en particulier les autorités judiciaires.

Le Conseil-exécutif est par conséquent chargé de consulter dans un premier temps les milieux concernés et de les inviter à faire des propositions concrètes fondées sur leur propre expérience. Ces propositions seront ensuite analysées et un rapport sera présenté au Grand Conseil. Le Conseil-exécutif pourra mettre en œuvre immédiatement les mesures relevant de sa compétence, celles ressortissant au Grand Conseil lui seront soumises. Le but est de raccourcir la durée moyenne de toutes les procédures, la protection juridique des citoyens et des citoyennes devant rester garantie.

Précisons, dans un souci d'exhaustivité, que le motionnaire peut citer des exemples de procédures rapides et efficaces dans le canton de Berne. La présente motion a pour but de généraliser ces bonnes pratiques à tous les types de procédure. A moyen et à long terme, Berne doit se faire une réputation de canton dans lequel les procédures, quel que soit le domaine, sont rapides, efficaces et favorables aux citoyens et citoyennes.

Réponse du Conseil-exécutif

L'évaluation de la dotation en personnel des autorités judiciaires du canton de Berne¹ a notamment permis de constater l'évolution de la durée des procédures pénales, civiles et de justice administrative entre 2011 et 2013. Les résultats montrent que cette évolution varie selon les domaines juridiques. Alors que la durée des procédures s'est réduite dans les tribunaux civils et régionaux de première instance, la Cour suprême, en fonction de ses chambres, enregistre à cet égard des résultats inégaux. La durée de la procédure s'est accrue au sein du Tribunal pénal économique. Une tendance comparable a été enregistrée dans une moindre mesure au Tribunal administratif, où seule la Cour des affaires de langue française a traité ses procédures de manière nettement plus rapide. Il est donc impossible de tirer des conclusions claires de la mise en œuvre de la réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux.

La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques est actuellement chargée de mener une évaluation globale de la réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux (à l'exception de la question de la dotation en personnel). Sur la base du rapport final qui sera présenté fin 2016, le Conseil-exécutif proposera si nécessaire un certain nombre de mesures qui pourront également contribuer à accélérer la durée des procédures.

Points 1 et 2

Le Conseil-exécutif est d'accord avec le motionnaire pour qui le raccourcissement de la durée des procédures administratives et judiciaires est un sujet important dont la concrétisation devrait être une préoccupation constante. Des procédures menées avec diligence sont dans l'intérêt de l'économie, comme le relève d'ailleurs la Stratégie économique 2025 qui énonce dans l'un de ses objectifs sectoriels la volonté de proposer des prestations cantonales rapides, conformes aux besoins de la clientèle et peu coûteuses. Des dispositions et des procédures efficaces en font elles aussi partie. Dans ce contexte, le Conseil-exécutif estime judicieux d'examiner lors de toute révision législative prévue la possibilité de raccourcir la durée des procédures, ce qui devrait permettre de garantir que l'on cible bien, lors des procédures de consultation, les groupes d'intérêt à même de contribuer à la réduction de la durée de la procédure pour le domaine juridique concerné. L'application de la motion Mentha 239/2014 du 17 novembre 2014, qui demande une révision de la loi sur la procédure et la juridiction administratives, servira par exemple cet objectif. Même si l'auteur de la motion souhaite uniquement introduire la suspension des délais pendant les mois d'été ainsi qu'au cours des jours fériés des périodes de Noël et de Pâques, la révision de la loi permettra d'examiner des possibilités de réduire la durée des procédures dans le domaine de la justice administrative.

Selon le Conseil-exécutif, un projet global sur les possibilités de réduction de la durée des procédures ne serait pas approprié. En effet, il impliquerait que l'on examine la possibilité d'accélérer la durée des procédures civiles, pénales, administratives et de justice administrative en première instance dans chacun des cas, en procédure de recours interne à l'administration lorsque cela est prévu et dans le cas des procédures judiciaires. Un examen d'une telle ampleur supposerait que l'on recoure à des spécialistes de tous les domaines, ce qui déboucherait sur une organisation de projet d'une taille démesurée, contraire au principe d'une administration légère et efficace. En outre, de vastes domaines du droit de la procédure (juridictions civile et pénale) échappent à la législation cantonale, de même que les possibilités de réglementation dans le domaine de la juridiction administrative, qui sont elles aussi limitées par des prescriptions de droit fédéral et par la jurisprudence du Tribunal fédéral. Il apparaît donc plus efficace de tenter de réduire la durée des procédures en tenant compte de cet aspect lors de la révision des lois spéciales.

Points 3 et 4

Le motionnaire constate à juste titre que lors de projets importants, l'accélération de la durée des procédures et le prononcé de décisions, de première instance tout au moins, dans de brefs délais, est toujours possible. L'exemple le plus récent à cet égard est celui du plan de quartier cantonal «CSL Behring» à Longeau. La procédure, qui s'est achevée avec l'approbation en première instance du plan de quartier, n'a duré que quelques mois. Quant à la procédure de recours devant le Conseil-exécutif, elle n'a pris que deux mois.

Bien entendu, on ne saurait généraliser à partir d'un seul exemple. Des procédures d'une telle rapidité impliquent qu'on leur accorde la priorité et qu'on leur affecte d'importantes ressources, ce qui ne peut donc concerner qu'un nombre limité de projets: ceux qui, en l'occurrence, ont une grande importance pour l'économie.

¹ Evaluation der personellen Dotation der Justizbehörden des Kantons Bern, rapport Interface/Aregger Consulting du 18 mars 2015
CONVERT_259eca5bc9cd4662af49268b2127690f 17.12.2015

Il s'agit en outre de tenir compte du fait que des dispositions de droit fédéral imposent des délais incompressibles (délais de recours, délais pour inviter les participants aux procédures de participation à prendre position). Par ailleurs, le Tribunal fédéral a précisé plus d'une fois dans des arrêts que les parties avaient un droit intangible à pouvoir déposer une prise de position dans les procédures de justice administrative. Les autorités doivent respecter de telles règles de procédure si elles ne veulent pas courir le risque de voir des décisions annulées par l'instance directement supérieure. Là encore, les conséquences sur la prolongation de la procédure ne sont pas négligeables.

Dans le contexte esquissé ci-dessus, le Conseil-exécutif applique de manière systématique les mesures qui relèvent de sa compétence et de son pouvoir et s'engage à le faire à l'avenir également. Parmi celles-ci, relevons en particulier une gestion administrative moderne, l'utilisation optimale des possibilités qu'offre la bureautique ainsi qu'une sensibilisation des collaborateurs à cette question, qui passe notamment par des mesures de formation. Parallèlement, il convient de continuer à accorder la priorité aux procédures qui ont un impact particulier sur l'économie du canton et à engager les ressources nécessaires à cet égard.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: rejet

Point 3: adoption sous forme de postulat

Point 4: adoption sous forme de postulat

Le président. Wir kommen zu Traktandum 70. Lassen Sie mich vorweg noch Folgendes sagen: Ich habe heute noch eine Verabschiedung vorzunehmen. Das möchte ich gerne noch vor dem Mittag erledigen. Ich werde nun dem Motionär das Wort geben und dann mit den Fraktionssprechenden weiterfahren. Aber fünf Minuten vor der Mittagspause möchte ich die Verabschiedung dazwischen packen. Ich denke, das sollte schon möglich sein, da wir diese Beratung ja ohnehin werden unterbrechen müssen. Die Regierung lehnt Ziffer 1 und 2 der Motion ab und ist bereit, Ziffer 3 und 4 als Postulat anzunehmen. Wir führen eine freie Debatte, Grossrat Lanz hat das Wort.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Wir haben letzte Woche über den Vorstoss der Regulierungsbremse debattiert. Da wurde gesagt, es sei zu wenig konkret. Hier ist es nun vielleicht ein bisschen konkreter. Ich denke, es besteht Handlungsbedarf. Mit diesem Handlungsbedarf bin ich einerseits durch Rückmeldungen von Bürgerinnen und Bürgern und von Unternehmungen konfrontiert, die das Gefühl haben, die Verfahren würden im Allgemeinen eher zu lange dauern. Dann war ich am Politforum in Thun, und da wurde von den Verantwortlichen der BKW gesagt, im Kanton Bern dauere es zehn Jahre, bis ein Windpark genehmigt werden könne. Das ist sicher ein Extrembeispiel, aber ich finde, dagegen muss man etwas unternehmen. Ich habe überlegt, wie ich das am besten machen könnte, und kam zu folgendem Vorgehen: Ich würde diejenigen, die sich beklagen, dass die Verfahren zu lange dauern, befragen. Ich würde sie fragen, was man denn besser machen könnte, ob sie das Gefühl hätten, unsere Vorschriften seien ineffizient, oder woran es liegen könnte, dass wir teilweise zu lange Verfahren haben. Im Vorstoss habe ich es so aufgeschrieben und ihn eingereicht. Als ich dann die Antwort gelesen habe, bin ich beinahe ein bisschen erschrocken. Denn der Regierungsrat schrieb, es brauche eine «riesige Projektorganisation». Ich dachte dann, dass ich noch einmal prüfen müsse, was ich verlangt habe und ob ich nichts überlegt hätte. Ich musste aber feststellen, dass ich hier nichts sehe, was eine «riesige Projektorganisation» verlangen würde. Wenn der Vorstoss überwiesen wird, schlage ich vor, ihn relativ pragmatisch umzusetzen und in den betroffenen Kreisen nachzufragen, was sie besser machen würden und wie die Verfahren beschleunigt werden könnten. Danach muss geprüft werden, ob die Vorschläge umsetzbar sind und welche allenfalls nicht umgesetzt werden können, weil beispielsweise Bundesrecht entgegensteht. Ich finde eigentlich nicht, dass hierzu eine «riesige Projektorganisation» erforderlich ist. Ich bitte Sie deshalb, dem Vorstoss zuzustimmen.

Le président. Dann kommen wir zu den Fraktionen.

Walter Messerli, Interlaken (UDC). Der Herr Regierungsrat, der das Geschäft vertritt, kennt meine Antwort, die ich hier geben werde. Im Dienst haben wir Folgendes gelernt: Planung heisst, vor

Überraschung schützen. Also habe ich ihm mitgeteilt, was ich heute zu sagen gedenke. Ich bin gespannt auf seine Antwort – wenn er darauf überhaupt eine geben will. Wer mir folgen will, muss das Motionsblatt zur Hand nehmen, damit ersichtlich wird, was ich meine. Ich bin der Auffassung, das Parlament dürfe sich eine solche Antwort nicht bieten lassen. Sie bedeutet für mich eine Geringschätzung von Parlamentariern. Es ist eine bedenkliche Antwort. Ich glaube, dass man hier einfach eine Motion erhalten hat, die einem nicht gepasst hat. Und dann konzipiert man – auf Teufel komm raus – eine Antwort, wie wir sie nicht annehmen können. So geht man mit Vorstössen nicht um.

Was meine ich damit? Zu den Ziffern 1 und 2 sagt der Regierungsrat: «Ein umfassendes Projekt über die Möglichkeiten der Verkürzung der Verfahren erachtet der Regierungsrat nicht als zielführend». Weiter sagt er: «Eine solche Prüfung würde Fachleute aus allen Bereichen erfordern und zu einer riesigen Projektorganisation führen». Auf welche Frage antwortet der Regierungsrat mit so einer Antwort? Der Motionär verlangt nämlich, dass man betroffene Kreise anhört und dazu einlädt, aus ihren Erfahrungen heraus konkrete Vorschläge zu machen, die zu einer Beschleunigung der Verfahren führen. Danach soll der Grosse Rat über das Ergebnis informiert werden. Nur das wird verlangt. Das gibt im Maximum vielleicht fünf oder sechs Briefe zu schreiben – und fertig ist es mit dieser Projektorganisation. Es ist einfach nicht zulässig, uns eine solche Antwort zu liefern und die tatsächlich vorliegende Sachlage zu vernebeln. Darum sind die Ziffern 1 und 2 aus unserer Sicht als Motion zu überweisen.

Selbstverständlich muss man die Ziffern 3 und 4 als Motion überweisen. Als Postulat geht das nicht. Sie können lesen, was verlangt wird. Es sollen Massnahmen zur Verfahrensbeschleunigung im eigenen Zuständigkeitsbereich ergriffen werden. Weiter soll der Grosse Rat darüber informiert werden, was man getan hat, was man in Zukunft unternehmen könnte und auch, wenn eine Gesetzesrevision in dem einen oder anderen Gesetz nötig wird. Ich bin der Meinung, dass man die vier Ziffern als Motionen überweisen muss und betone es noch einmal: Mit solchen Antworten dürfen wir uns nicht abspesen lassen. Fertig. (*Hilarité*)

Le président. Klartext mit Vorwarnung, könnte man sagen. Für die BDP-Fraktion hat Grossrätin Gygax das Wort.

Monika Gygax-Böniger, Obersteckholz (PBD). Standortvorteil für den Kanton Bern, Dauer für sämtliche Verfahren verkürzen – wer könnte da dagegen sein? Kurze Verfahren, sei es im Bereich der Justiz oder im öffentlichen oder privaten Recht: Niemand sollte ein Interesse daran haben, dass Verfahren lange, kostspielig, mühsam und zeitaufwendig sind. Das scheint klar zu sein. Wenn wir von der BDP den Vorstoss aber näher betrachten, erscheint es uns nicht mehr ganz so klar. Nicht das Anliegen im Grundsatz, sondern die Art und Weise, wie der Motionär es erreichen will. Mit den Ziffern 1 und 2 ist in erster Linie die Justiz betroffen. Das entzweit unsere Fraktion beim Entscheid, die Motion anzunehmen oder abzulehnen. Selbstverständlich wollen auch wir, dass die Justizverfahren möglichst kurz gehalten werden. Die Justiz soll möglichst zeitgerecht wirken und die Verfahren sollen straff geführt werden. Das ist keine Frage. Gleichzeitig ist uns aber auch bewusst, dass die Straf- und Zivilprozessordnung auf eidgenössischem Recht beruht. In diesem Sinn sind die Verfahren, Fristen, Parteirechte und vieles mehr eng geregelt und können nicht auf kantonaler Ebene verändert werden. Gerade die Parteirechte wurden bei der Justizreform stark ausgebaut. Und seien wir ehrlich: Nicht nur im Straf- und Zivilprozessrecht, sondern auch im öffentlichen Verwaltungsrecht, glauben wir Bürgerinnen und Bürger nicht mehr alles, was uns auferlegt wird. Wir nehmen unsere vielfältigen Rechte wahr. Das ist auch nicht falsch, kann aber mit ein Grund dafür sein, dass Verfahren verzögert werden und zeitlich lange dauern. Natürlich gibt es auch noch andere Gründe dafür. Darüber könnte man lange philosophieren.

Wir von der BDP wollen das hier auch nicht werten. Aus unserer Sicht sind die Bürgerrechte hochzuhalten. Wenn wir jetzt im Justizbereich überprüfen wollen, ob und wie Verfahren verkürzt werden können, plädieren wir dafür, die Gesamtevaluation abzuwarten, die derzeit unter der Federführung der JGK läuft. In diesem Verfahren werden die Strukturen der neuen Justiz beleuchtet und analysiert und allfällig nötige Veränderungen müssten daraufhin an die Hand genommen werden. Grundsätzlich scheint es uns aber ein Muss zu sein, dass sich alle Verfahrensbeteiligten immer wieder selbstkritisch hinterfragen und prüfen, ob die Verfahren mit der nötigen Straffheit und Einfachheit durchgeführt werden.

Ich erlaube mir, nun noch die folgende Bemerkung zu machen: Schlussendlich sind es immer Menschen, die in diesen Verfahren mitwirken. Müssten wir uns nicht auch manchmal bei der

eigenen Nase nehmen? Wenn irgendetwas schräg läuft, ist das Fazit beinahe immer der Ruf nach besserer Regelung oder nach einem Gesetz; so auch hier im Grossen Rat, noch nicht so lange zurückliegend. Der Motionär verlangt in Punkt 1, in sämtlichen, von ihm aufgelisteten betroffenen Kreisen, Erfahrungen und Vorschläge zu erfragen, und seine Aufzählung wird wahrscheinlich nicht abschliessend sein. Das alleine ist bereits ein riesiges Projekt, das einen grossen Personalaufwand und einen hohen finanziellen Aufwand auslösen wird. Und was geschieht mit den Erkenntnissen und Ergebnissen? Der Grosse Rat soll mittels eines Berichts informiert werden. Ein Teil der BDP wird ja sagen, weil der Grundsatz von effizienten und zeitgerechten Justizverfahren ein wichtiges Bürgeranliegen ist. Der andere Teil der BDP erachtet es aber als nicht zielführend. Vielmehr ist es für den einen Teil der BDP eine grundsätzliche Aufgabe, dass jede Behörde und Verwaltung sich immer wieder hinterfragt und bestrebt ist, ihre Verfahren möglichst kurz zu halten.

Die BDP unterstützt hingegen einstimmig die Motion bzw. jetzt das Postulat, in den Punkten 3 und 4 im Sinn der Antwort der Regierung. Es ist richtig und wichtig, dass bei jeder anstehenden Gesetzesrevision auch die Möglichkeiten von Verfahrenskürzungen zu prüfen sind. In diesem Prozess haben dann auch alle involvierten und betroffenen Interessengruppen die Möglichkeit, ihre Vorschläge zu Verfahrenskürzungen einzubringen.

Zum Schluss fasse ich noch einmal zusammen: Die BDP kann das Anliegen nach verkürzten Verfahren im Justiz- und Verwaltungsbereich grundsätzlich unterstützen. Ein Teil der Fraktion wird deshalb die Punkte 1 bis 4 als Motion bzw. jetzt die Punkte 3 und 4 als Postulat verabschieden. Rund die Hälfte der Fraktion lehnt aber die Punkte 1 und 2 als Motion ab, weil die Art und Weise des verlangten Auftrags als unverhältnismässig zum erwarteten Ergebnis erachtet wird.

Le président. Vor dem Mittag kommt noch eine Fraktion an die Reihe. Für die glp hat Grossrat Köpfli das Wort.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Auch wir teilen das Anliegen der Motion, welche die Dauer der Verfahren verkürzen will. Ich denke, dies sei allgemein unumstritten. Die Frage ist aber, ob das mit diesem Vorstoss erreicht werden kann. Ich befinde mich jetzt an einem Punkt, wo ich die ganzen Notizen, die ich mir gemacht habe, über den Haufen werfen muss. Aber das ist ja auch einmal schön. Denn tatsächlich haben die Voten des Motionärs und des Fraktionssprechers der SVP dazu geführt, dass wir die Punkte 1 und 2 – entgegen unserem ursprünglichen Beschluss – auch überweisen können. Ich habe in Anbetracht der knappen Zeit nur die Mehrheit der Fraktion abholen können. Ich würde Herrn Messerli nicht gerade in der Aussage zustimmen, dass es eine Geringschätzung des Parlaments ist, aber tatsächlich sind die Punkte 1 und 2 sehr offen formuliert und können sehr unterschiedlich interpretiert werden. In der Fraktionssitzung haben wir sie, vielleicht auch unter dem Einfluss der Antwort der Regierung, doch eher im Sinn der Antwort der Regierung interpretiert. Dies insofern, als es wirklich eine riesige Projektorganisation und grosse Bürokratie verursachen würde. Nachdem nun aber der Motionär und auch dessen Fraktion klar zum Ausdruck gebracht haben, dies sei nicht ihr Anliegen, könnten wir die Punkte 1 und 2 auch in dieser Form überweisen und erwarten dementsprechend vom Regierungsrat eine pragmatische Umsetzung. Das heisst, die entsprechenden Kreise sind anzuschreiben, und man muss ihnen die Möglichkeit bieten, Rückmeldung zu geben. Dann soll geprüft werden, ob sich darunter sinnvolle Reformvorschläge befinden, und am Ende soll dem Grossen Rat Bericht erstattet werden. Es wird keine Sitzungen geben, an denen unzählige bezahlte Leute teilnehmen müssen, sondern es handelt sich wirklich um ein schlankes Verfahren.

Sicher wird man die Aufzählung ein bisschen offener formulieren müssen. Ich weiss nicht, ob «Wirtschaftsverbände» zwingend so richtig ist. Nicht alle Wirtschaftsvertreter sind in einem Verband organisiert. Und vielleicht müsste man offen dafür sein, Konsumentinnen- und Konsumentenvertreter anzuhören, denn diese sind auch von solchen Verfahren betroffen. Ich denke, hier braucht es ein pragmatisches Vorgehen. Wenn wir diesem Vorstoss zustimmen, verstehen wir das in diesem Sinn.

Die Punkte 3 und 4 sind für uns eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Das ist eine Daueraufgabe der Verwaltung, insofern kann man diese Punkte gut überweisen. Ob es nun um ein Postulat oder eine Motion geht: Selbstverständlich ist es für uns eine Daueraufgabe, im eigenen Handlungsspielraum auf Verordnungsstufe immer dafür zu sorgen, dass die Gesetze so effizient wie möglich umgesetzt werden. Ich fasse abschliessend zusammen: Unter diesen Umständen und wie ich es ausgeführt habe, können wir dem Vorstoss zustimmen.

Hommage à un député démissionnaire

Präsident. Ich unterbreche an dieser Stelle die Verhandlungen und komme nun, wie bereits angekündigt, zu einer Verabschiedung. Ich habe das Demissionsschreiben von Herrn Grossrat Manfred Bühler erhalten und möchte Ihnen zuerst einige Ausschnitte davon vorlesen: «M. le président, une formule allemande bien connue résume parfaitement les sentiments qui m'animent au moment de rédiger le présent courrier. Heute wende ich mich mit einem lachenden und einem weinenden Auge an Sie. Le 18 octobre 2015, le corps électoral du canton de Berne m'a élu au Conseil national. Cette élection me réjouit tout particulièrement pour ma région, le Jura bernois, qui trouve ainsi assurée la continuité de sa représentation au niveau des autorités politiques fédérales. En tant que canton bilingue, Berne doit à mon sens compter à tout le moins une voix francophone dans sa députation nationale. Afin de pouvoir exercer au mieux cette nouvelle fonction, c'est non sans regret que j'ai pris la décision de quitter le Grand Conseil bernois pour le 31 décembre 2015. Il m'apparaît en effet difficile de pouvoir siéger à la fois dans le législatif cantonal et au Conseil national. Entré au Grand Conseil en 2010, j'ai pu faire la connaissance, puis travailler avec des collègues motivés et une administration aussi compétente que disponible. Mes années d'engagement en tant que député m'ont permis de traiter les sujets politiques les plus divers, et aussi de participer de très près au développement de dossiers aussi fondamentaux que l'avenir institutionnel du Jura bernois. Je considère les cinq ans et demi d'activité au Grand Conseil comme un privilège et ressens une forte gratitude pour tous les moments de joie, mais aussi de déception, vécus dans l'enceinte du Rathaus. Je me réjouis de pouvoir continuer à mettre les compétences acquises dans ce cadre au service de la collectivité à un autre niveau institutionnel.» Anschliessend folgen die besten Wünsche für unsere Zukunft und sein Dank.

Ich möchte nun meinerseits einige Worte zur Verabschiedung sagen. Er hat es in seinem Schreiben erwähnt: Herr Grossrat Manfred Bühler ist seit dem 1. Juni 2010 Mitglied des Grossen Rats. Zu diesem Zeitpunkt durfte ich ihn auch in der Justizkommission näher kennenlernen. Er war damals einer der wenigen Juristen in diesem Gremium. Schon damals war ich leicht neidisch auf seine akzentfreie Zweisprachigkeit, die er immer sehr bewusst einsetzte, um stets die richtige Zielgruppe – sei es nun in der Kommission oder im Parlament – ansprechen zu können. Bis heute ist Manfred Bühler in der JuKo tätig. Er war auch Mitglied in sechs weiteren Ad-hoc-Kommissionen gemäss altem Recht, in einer davon auch als Vizepräsident. Im Jahr 2012/2013 war er auch Präsident der Deputation und in dieser Rolle Mitglied der Kommission, die das Sonderstatut beraten hat. Er ist aus meiner Sicht auch ein klassischer Regionalpolitiker, was sich in den Inhalten seiner Vorstösse immer wieder gezeigt hat. Im Gegensatz zu seinen brillanten rhetorischen Fähigkeiten, sehe ich, was den Erfolg anbelangt, noch ein bisschen Steigerungsbedarf. Auch hierzu habe ich einige Analysen angestellt: Von seinen 17 Vorstössen – denjenigen von heute Morgen nicht gerechnet – waren gerade einmal vier wirklich erfolgreich. Eine Erfolgsquote von 24 Prozent scheint mir im Bundesparlament noch überboten werden zu können. Er wird uns sicher auch als derjenige Regierungsratskandidat in Erinnerung bleiben, der beinahe gewählt worden wäre, wenn da nicht das komplizierte Sitzberechnungssystem im Berner Jura gewesen wäre. So hat er zwar mehr Stimmen erhalten als sein Konkurrent, aber zu wenige im Berner Jura – wenn ich das so richtig in Erinnerung habe. Dafür hat er nun einen Sitz im Nationalrat erreicht, und bin überzeugt, dass Manfred Bühler die regionalen Interessen aus unserem sympathischen Kantonsteil auch im Bundesparlament immer wieder vertreten wird. Ich wünsche ihm dazu Freude und Erfüllung und – um es positiv auszudrücken – Erfolg dort, wo er mit mir einig ist. Alles Gute! (*Applaudissements.*) Damit wünsche ich allen einen guten Appetit. Wir werden am Nachmittag weiterfahren. Vielleicht wird Manfred ja in der Fraktion eine Runde ausgeben – ich weiss es nicht (*hilarité*). Bis später.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 46.

Les rédactrices :

Andrea Trachsel (d)

Catherine Graf Lutz (f)

